



FRANCE STRATÉGIE

Paris, le 1^{er} juin 2017

Les déterminants de long terme des dépenses de santé en France

Plus que par le passé, la croissance des dépenses de santé est tirée par le vieillissement de la population.

Depuis les années 1950, la France consacre une part croissante de ses ressources aux dépenses de soins. Ainsi, la consommation de soins et biens médicaux est passée de 2,6 à 8,9 points de PIB entre 1950 et 2015. Mais la croissance des dépenses de santé est plus lente depuis la fin des années 1980. En comparaison internationale, si la France fait toujours partie des pays qui dépensent le plus pour leur système de soins, un phénomène de rattrapage et de convergence est à l'œuvre dans les économies les plus avancées.

Le poids des différents facteurs de croissance des dépenses de santé a évolué au cours des décennies

Plusieurs facteurs expliquent l'évolution des dépenses de santé.

L'évolution des dépenses de santé dépend de facteurs économiques (niveau de vie de la population), de facteurs démographiques et sanitaires (vieillesse et état de santé) et enfin de facteurs technologiques et institutionnels (progrès technique, prix des services de santé, organisation et financement du système de soins). Au cours des dernières décennies, l'impact de l'augmentation du niveau de vie de la population, s'il reste déterminant, n'est plus aussi exclusif que par le passé. À l'inverse, l'effet du vieillissement de la population, quasiment indétectable dans les études menées jusque dans les années 1990, est à présent significatif. Et sans doute le sera-t-il encore dans les décennies à venir. À titre d'illustration, si en 2011 la structure par âge de la population avait été celle qui est prévue pour 2060 (en raisonnant à taille de population et de dépenses de santé par âge inchangées), les dépenses publiques de santé auraient été 20 % plus élevées que celles qu'il a fallu financer.

Cet effet de vieillissement devrait être tempéré par l'évolution de la morbidité. L'augmentation attendue de l'espérance de vie devrait en effet s'accompagner d'une amélioration de l'état de santé à âge donné. Mais l'incertitude est réelle, comme en témoigne l'augmentation des taux de prévalence des affections de longue durée à âge donné. Quant au progrès technique, il est à l'origine d'effets contradictoires : synonyme de nouvelles possibilités de soins, et donc de dépenses, il peut aussi être à la source d'économies lorsqu'il permet de prévenir la maladie, de réduire la période de soins ou d'offrir le même service à coût réduit.

Les projections de dépenses de santé, des outils précieux malgré les incertitudes qui pèsent sur le choix des hypothèses

Dans les scénarios centraux des différents exercices de projection analysés, les dépenses de santé de la France enregistrent une progression comprise entre 0,9 et 2,2 points de PIB d'ici 2060. Ces résultats sont surtout sensibles aux hypothèses retenues pour l'élasticité-

revenu des dépenses, qui mesure la façon dont les dépenses de santé, pour un âge et un état de santé donnés, réagissent à l'augmentation du niveau de vie de la population. Or, de fortes incertitudes continuent de peser sur ces hypothèses. Il en est de même s'agissant de la façon dont les gains attendus d'espérance de vie vont se traduire en termes d'amélioration de l'état de santé de la population à âge donné : les années de vie gagnées le seront-elles en bonne santé et donc à moindre coût ? Ou bien ne seront-elles rendues possibles que par un recours de plus en plus intensif au système de soins ?

Téléchargez le document de travail *Les déterminants de long terme des dépenses de santé* et sa synthèse [sur notre site internet.](#)

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

 @Strategie_Gouv

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie, laboratoire d'idées public, a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de sept organismes aux compétences spécialisées.

www.strategie.gouv.fr